



Sociétés et jeunes en difficulté

Revue pluridisciplinaire de recherche

N°14 | Printemps 2014

L'engagement des jeunes en difficulté

L'engagement politique des jeunes militants à Puebla (Mexique)

The political engagement of young activists in Puebla (Mexico)

El compromiso político de diferentes grupos de jóvenes activistas en Puebla (México)

Eduardo González Castillo



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sejed/7634>

ISSN : 1953-8375

Éditeur

École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse

Référence électronique

Eduardo González Castillo, « L'engagement politique des jeunes militants à Puebla (Mexique) », *Sociétés et jeunes en difficulté* [En ligne], N°14 | Printemps 2014, mis en ligne le 14 janvier 2015, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sejed/7634>

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.



Sociétés et jeunes en difficulté est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'engagement politique des jeunes militants à Puebla (Mexique)

The political engagement of young activists in Puebla (Mexico)

El compromiso político de diferentes grupos de jóvenes activistas en Puebla (México)

Eduardo González Castillo

- 1 Le début du XXI^e siècle a été marqué par d'importantes mobilisations politiques des jeunes dans les Amériques et un peu partout dans le monde¹. Cette effervescence semble confirmer l'idée mise en avant par différents chercheurs selon laquelle, à l'heure actuelle, l'engagement des jeunes réinvestit avec force les voies de l'action politique collective². Dans ce contexte, le discours académique postmoderne qui prône le caractère éminemment intime ou personnel des pratiques politiques de la jeunesse contemporaine semble être de moins en moins approprié³. En effet, de nos jours, les pratiques politiques de différents groupes de jeunes semblent se recharger de contenu social. Ainsi, du Québec au Chili, des jeunes dont l'avenir paraît incertain s'engagent davantage et avec force dans la discussion de problématiques sociales « typiquement modernes » comme le droit au travail ou à l'éducation, l'inégalité socioéconomique, la violence, etc.. Dans un tel contexte, la question du positionnement politique des jeunes par rapport à l'État et à l'ordre institué prend de plus en plus d'importance.
- 2 De la même façon, l'engagement politique des jeunes a connu une sorte de réactivation au cours des dernières années au Mexique. Ainsi, les mouvements politiques et les organisations où ils jouent un rôle important foisonnent, et ce, dans un contexte de détérioration des conditions de vie pour la plupart des habitants de ce pays. La région mexicaine de Puebla, située au centre du pays, ne fait pas exception à cette situation, et des collectifs de jeunes politisés y prolifèrent. Différentes approches théoriques ont été récemment développées pour comprendre ce renouveau de l'action politique au Mexique et un peu partout en Amérique latine. Dans cet article, je discute des avantages et des limites de deux de ces approches par rapport à l'étude de l'engagement politique des jeunes à Puebla. Une partie importante de cette démarche est de comprendre le rapport

entre ces jeunes militants et l'État. La structure de l'article est la suivante : il commence par une description du Mexique contemporain et des conditions de vie qu'il offre à sa jeunesse. Aujourd'hui, la situation socioéconomique et politique de ce pays place les jeunes dans des conditions de grande vulnérabilité. Cette partie de l'article présente aussi quelques considérations théoriques au sujet de l'étude de la dimension politique des pratiques de la jeunesse mexicaine. La deuxième partie de l'article présente la ville de Puebla et les groupes de jeunes militants qui sont au cœur de cette étude : leurs caractéristiques socioéconomiques générales, leurs projets politiques et leur positionnement par rapport à l'État mexicain. La dernière partie discute de la pertinence de deux approches qui peuvent être mobilisées pour comprendre l'action politique des jeunes militants de cette région mexicaine. Bien que ces approches relèvent de perspectives plutôt opposées, elles peuvent être combinées dans un seul cadre théorique.

- 3 Le cas présenté est tiré d'une recherche ethnographique réalisée dans le cadre d'un doctorat en anthropologie à l'Université Laval de 2004 à 2009. Effectuée dans la perspective de l'économie politique et de l'approche sociospatiale, cette recherche a mis l'accent sur la compréhension de la manière dont les pratiques politiques et culturelles des jeunes étudiés s'inséraient dans les dynamiques historiques d'évolution de la ville et de la région de Puebla. Une attention spéciale fut accordée dans la recherche à l'analyse de la dimension qualitative de la problématique : aux discours et propositions mobilisées par les jeunes dans leurs différents projets. Le travail de terrain comportait plusieurs étapes : réalisation d'une observation participante et de recherche documentaire, rédaction d'un cahier de terrain, soumission d'un court questionnaire (dont le but était de déterminer les caractéristiques sociodémographiques des groupes ciblés) et réalisation de 37 entretiens structurés auprès des jeunes joints sur le terrain. Comme nous le verrons plus tard, ces derniers étaient issus d'une couche de la population mexicaine (les jeunes des quartiers populaires urbains) qui a été durement touchée par la détérioration constante de la qualité de vie dans le pays au cours des dernières années. Cet article se base notamment sur les données obtenues à partir de l'observation participante et des entretiens, dont l'analyse a été réalisée en accord avec les principes inductifs de la *grounded theory*. Des extraits de ces entretiens sont présentés dans l'article et des pseudonymes remplacent les vrais prénoms des interviewés.

Jeunesse, vulnérabilité et action politique au Mexique

- 4 Le Mexique est un pays qui traverse la deuxième étape de la transition démographique. Au moment de l'étude, 20,2 millions de ses habitants, soit 20,3 % de sa population totale, étaient des jeunes dont l'âge oscillait de 15 à 24 ans, situation qui était presque identique dix ans plus tard, en 2010⁴. Malheureusement, les occasions d'épanouissement que le Mexique offre à cette population sont plutôt rares. Ainsi, selon les chiffres de l'OCDE⁵, en 2010, seulement 54 % de la population mexicaine âgée de 15 à 19 ans était inscrite dans un programme d'études à temps plein ou à temps partiel. Pour la même année, ce chiffre était de 81 % pour le Canada et de 84 % pour la France. Par ailleurs, pour la tranche des 20 à 29 ans, le pourcentage de jeunes mexicains inscrits dans un programme d'études était de 12 %, ce qui contraste fortement avec les 25 % du Canada et les 20 % de la France. Les jeunes mexicains qui ne sont plus scolarisés travaillent ou recherchent un emploi. Ainsi, selon le Conseil mexicain pour les politiques de population (CONAPO), sur dix Mexicains âgés de 15 à 24 ans, quatre avaient comme occupation principale une activité économique

en 2009. Cette intégration précoce au marché de l'emploi a pour conséquence, selon ce même organisme, d'importantes conditions de précarité⁶. Dans le cas des jeunes qui habitent les villes du pays, ce problème est compliqué par la quasi-absence de programmes de lutte contre la pauvreté en milieu urbain. En effet, traditionnellement, dans les politiques de lutte contre la pauvreté au Mexique, le phénomène est considéré comme essentiellement rural... même si la majorité de la population mexicaine habite dans des villes depuis les années 1980 ! C'est cette situation qui a mené le directeur de l'instance mexicaine responsable de l'évaluation des politiques de bien-être social, le CONEVAL, à affirmer que la jeunesse urbaine représente la population la plus vulnérable du pays⁷.

- 5 La situation des jeunes mexicains devient particulièrement inquiétante lorsqu'on tient compte du fait que le Mexique a connu une période très mouvementée et violente au cours des dernières années, en raison des conflits liés au trafic de la drogue. Cette violence a impliqué tant les cartels des trafiquants que les forces du gouvernement. Ces conflits sont devenus particulièrement virulents en 2006, avec l'arrivée de Felipe Calderón Hinojosa au pouvoir, et ce, à cause de la stratégie militariste que ce président mexicain a utilisée pour s'attaquer au problème. En effet, en commençant son mandat, Calderón Hinojosa a annoncé une « guerre » aux cartels, déployé l'armée dans l'espace public et déclenché une augmentation fulgurante des morts violentes liées à ce problème⁸. Les chiffres concernant les conséquences de cette situation sont plutôt vagues. Personne ne connaît le nombre total de décès violents liés à cette guerre (certains journaux parlent de 130 000 pour le seul mandat de Calderón Hinojosa) ni la somme d'argent qui, circulant un peu partout en Amérique du Nord, relève de cette narcoéconomie à deux flux : des drogues qui se déplacent du Sud vers le Nord et des armes qui descendent du Nord vers le Sud. Mais, ce qu'il importe de souligner ici, c'est que cette violence a touché d'une manière importante les jeunes, soit parce qu'ils ont été recrutés par la police ou le crime organisé, soit parce qu'ils ont été constamment exposés à la violence dans les espaces publics⁹.
- 6 Cette violence armée, parfois brutale dans ses modalités (lancements de grenades dans des espaces publics achalandés, échanges de tirs dans les rues, exécutions de familles entières, etc.), est venue s'ajouter à d'autres formes de violence particulièrement graves. On pourrait parler, par exemple, des féminicides, qui touchent davantage les jeunes femmes ouvrières du nord du pays depuis les années 1990¹⁰, ou de la violence économique implacable qui, associée aux crises ayant marqué dès les années 1980 le rythme de l'économie mexicaine, ont pendant longtemps placé la majorité de la population mexicaine dans des conditions de précarité et de pauvreté. En ce sens, malgré une croissance économique importante au pays, la qualité de vie de la plupart des Mexicains s'est dégradée de manière constante au cours des dernières décennies : augmentation du nombre de pauvres, accroissement de la pauvreté extrême, perte du pouvoir d'achat chez les salariés, intensification des inégalités économiques, etc¹¹. Sans doute, cette situation se trouve à l'origine de l'augmentation, dès les années 1980, du flux migratoire de la population urbaine et rurale du pays vers le reste de l'Amérique du Nord¹².
- 7 Dans un tel contexte, différents groupes de jeunes réclamant leurs droits et souhaitant un changement social ont commencé à proliférer au cours de la dernière décennie au Mexique. On peut citer ici comme l'un des exemples les plus récents le mouvement *Yo soy 132* qui, issu de la classe moyenne de Mexico, s'est mobilisé en 2012 pour dénoncer l'inégalité de la compétition dans les élections présidentielles mexicaines ainsi que le

soutien inacceptable de la part de certains pouvoirs médiatiques et économiques du candidat de centre droit (le président actuel du Mexique, Enrique Peña Nieto, 2012-2018). Certainement, ce type d'action politique des jeunes a des antécédents importants dans l'histoire récente du Mexique. Ainsi, comme un peu partout dans le monde, les années 1960 ont vu d'importantes mobilisations politiques animer la jeunesse universitaire du pays. Cette effervescence politique a pourtant fini par être presque anéantie dans les années 1980 en raison de l'intensification du caractère autoritaire du gouvernement mexicain. Toutefois, après quelques années de relative immobilité, est survenu un moment clé pour la réactivation de l'engagement politique chez la jeunesse mexicaine : la diffusion et la popularité grandissante des propositions du mouvement zapatiste et la guérilla autochtone (EZLN) qui a lancé un appel au renversement du gouvernement mexicain en janvier 1994. En réponse à cet appel, divers groupes de jeunes sont graduellement apparus dans les différents États mexicains (le Mexique est une fédération d'États) pour dénoncer les injustices qu'ils subissent quotidiennement et agir pacifiquement contre elles. Sans doute, cette mobilisation des jeunes zapatistes représente le point de départ de l'important bouillonnement politique que la jeunesse mexicaine expérimente de nos jours¹³.

L'analyse de la politisation des jeunes mexicains

- 8 La recherche universitaire concernant la jeunesse du Mexique semble avoir été prise par surprise par ce renouveau de l'action politique juvénile, et ce, dans la mesure où elle affichait, dès les années 1990, une certaine indifférence à l'égard de la participation des jeunes mexicains à l'action politique collective¹⁴. Or, cela n'a pas toujours été le cas dans le passé. Ainsi, dans les années 1960, l'intérêt pour la dimension politique des pratiques des jeunes au Mexique était bien présent dans les recherches. Cet intérêt s'est développé dans le cadre d'une perspective très proche de la pensée marxiste. Inspirée par les événements politiques des années 1960, cette perspective considérait, à l'instar des premières études culturelles britanniques, que les notions de sous-culture et de classe sociale étaient des concepts nécessaires à la compréhension des cultures mexicaines de la jeunesse. Également, cette perspective mettait l'accent sur la supposée nature « rebelle » ou divergente des pratiques culturelles des jeunes. Peut-être, les principaux représentants de cette approche sont-ils les chercheurs José Manuel Valenzuela et Carles Feixa¹⁵, qui insistaient dans leurs travaux sur le caractère marginal, voire « dissident », des pratiques des jeunes marginaux dans le pays.
- 9 Dans la décennie des années 1990, cette approche fut remplacée par des visions théoriques se nourrissant des exposés de la sémiotique et de l'herméneutique postmoderne. De cette façon, l'étude des aspects concernant les classes sociales et la place des jeunes dans l'ordre socioéconomique a cédé graduellement le pas à des études privilégiant la compréhension des subjectivités et des identités des jeunes. Dans cette logique, des travaux comme ceux de Maritza Urteaga, de Rossana Reguillo ou de Gareth Jones¹⁶ ont commencé à proliférer en s'intéressant davantage aux aspects symboliques, affectifs et communicatifs des pratiques de jeunes, un peu à la manière d'auteurs comme Michel Maffesoli ou Angela McRobbie¹⁷. Or, s'il est vrai que ce virage interprétatif et sémiotique des études sur la jeunesse a donné lieu à une riche documentation des différentes pratiques culturelles des jeunes, il est aussi vrai qu'elle a entraîné une sorte de dissociation de ces pratiques de leurs contextes économiques, politiques et

institutionnels. Ainsi, le rapport des jeunes avec les syndicats, les partis politiques ou les mouvements sociaux sont des thématiques quasiment absentes dans la plupart de ces travaux.

- 10 Bien que de manière plutôt marginale, d'autres chercheurs ont tenté dans la même période d'insérer l'étude des pratiques des jeunes dans l'analyse des processus politiques majeurs. À ce sujet, les travaux d'Héctor Castillo Berthier ou de Rogelio Marcial¹⁸ représentent des tentatives intéressantes de comprendre les cultures de la jeunesse dans le contexte de convulsion politique de la société mexicaine contemporaine. Marcial, par exemple, s'intéresse à l'insertion des pratiques des jeunes dans la lutte pour la citoyenneté. Son travail nous permet de réfléchir aux manières dont la reproduction habituelle des cultures des jeunes se rapporte aux luttes pour la participation égalitaire et juste dans la construction de la société mexicaine contemporaine. Mais en général, malgré ce type d'études, on constate parmi les études sur les pratiques culturelles et politiques des jeunes mexicains des années 1990 et 2000, la domination d'approches interprétatives affichant un manque d'intérêt constant pour la dimension politique collective des pratiques de jeunes. Pourtant, dans un contexte comme celui du Mexique contemporain, il semble urgent d'aborder la problématique de la jeunesse mexicaine à partir d'une approche différente.
- 11 En ce sens, l'une des propositions théoriques de cet article est que la construction d'une telle approche peut bénéficier des travaux qui ont été récemment réalisés au sujet de l'évolution de l'action politique en Amérique latine, notamment en ce qui concerne les pays où il y a eu a) une sorte de refus du modèle de développement économique qui a longtemps régné dans la région (le modèle néolibéral) et b) une sorte de virage à gauche cherchant à bâtir un modèle de société différent. Deux ouvrages offrant des approches relativement novatrices sont d'un intérêt particulier pour notre démarche théorique. Il s'agit du modèle de l'interpellation plébéienne élaboré par André Corten, Catherine Huart et Ricardo Peñafiel¹⁹ et de la perspective théorique développée par Sian Lazar à propos de la citoyenneté et de l'action politique populaire en Bolivie²⁰. Bien qu'ils aient été conçus autour de la problématique de l'action politique populaire en général, ces deux modèles peuvent nous aider à mieux comprendre l'engagement politique des jeunes au Mexique.
- 12 Le modèle de l'interpellation plébéienne (IP) met l'accent sur le processus de subjectivation associé à l'action politique populaire ou, plus précisément, aux actions directes réalisées par différents mouvements sociaux dans des pays comme le Mexique, le Pérou, l'Équateur ou le Venezuela. Corten, Huart et Peñafiel considèrent que le processus de subjectivation associé à ces actions fait de leurs fins concrètes ou instrumentales (par exemple, bloquer une rue ou fermer l'accès à une mine polluante) un véhicule pour des processus expressifs plus profonds. Cette distinction entre les composantes instrumentale et expressive de l'action politique est donc centrale pour ce modèle. La première composante des actions directes, instrumentale, fonctionne selon Peñafiel comme un signifiant vide, comme un symbole dont le contenu politique est à déterminer au moment de l'action elle-même. En elle-même, cette composante n'entraîne donc pas de rupture avec l'ordre existant. Par contre, d'après cet auteur, c'est au cours de l'action concrète qu'un contenu expressif fleurit en tant que composante politique fondamentale de l'action politique, en tant que noyau du processus de subjectivation et de rupture qui lui est associé. Ce contenu « rempli » de sens la composante instrumentale et devient ainsi le noyau de la subjectivation plébéienne. Selon les trois auteurs mentionnés, cette

composante expressive est associée à la perception collective de l'inacceptable, de la violence limite que les gens sont prêts à tolérer dans la vie en société.

- 13 Selon Huart, le processus de subjectivation associé à l'IP se manifeste sous la forme générale d'un « nous » dont l'origine se trouve dans le fait de se reconnaître, de s'interpeller comme les sans-voix, les exclus, les sans-place... En bref, comme une sorte de « nous-la-plèbe ». En ce sens, les auteurs de l'IP précisent que ni l'ethnicité, ni la classe, ni aucun autre type de catégorie identitaire socialement établie ne peuvent rendre compte de ce processus d'identification, car celui-ci relève surtout d'une « mise en équivalence sociale » qui se passe hors de l'ordre symbolique et social institué. L'interpellation plébéienne crée donc un ordre social fugace et parallèle et y installe une souveraineté temporaire dont les traces restent dans la mémoire. C'est ici que le concept de « tribun » est introduit dans le modèle, il réfère à celui qui, en essayant de représenter la plèbe, la trahit, puisqu'il nie cette souveraineté instantanée. Le tribun, nous dit Huart en suivant Breugh²¹, est une figure paradoxale, est la figure de celui qui, dans son rôle de chef, dépossède la plèbe de son autonomie et la réinsère dans l'ordre politique institué. Apparemment secondaire pour le cadre conceptuel, cette notion devient centrale à l'heure de rendre compte des rapports entre l'ordre politique et les groupes interpellés en tant que plèbe.
- 14 L'intérêt du modèle de l'interpellation plébéienne envers la dimension subjective de l'action politique et sa distinction entre les composantes expressive et instrumentale de l'action politique me semblent utiles. Pourtant, le modèle ne paraît pas capable de rendre compte de la façon dont l'action politique populaire et ses composantes rencontrent les intérêts de l'État. Cette problématique est pourtant bien pertinente pour notre analyse d'autant plus qu'aujourd'hui, l'État semble être un enjeu central dans l'action politique des jeunes au Mexique.
- 15 L'ethnographie de Sian Lazar²² sur la ville d'El Alto, en Bolivie, présente une perspective intéressante à cet égard. Lazar étudie les rapports entre l'action politique populaire et l'État bolivien. Dans cette ethnographie, Lazar s'intéresse aux raisons pour lesquelles El Alto est devenue l'un des endroits les plus mouvementés pour ce qui est de l'action politique populaire en Amérique latine²³. En laissant de côté les hypothèses qui voient dans ces mobilisations des réponses désespérées à la pauvreté (les « *politics of desperation* » suggérées en partie par la notion de « violence limite » dans le modèle de l'IP) ou la défense des ressources naturelles de la part d'un autochtone naturalisé et noble, Lazar s'intéresse aux pratiques quotidiennes (individuelles et collectives) de construction de l'État.
- 16 C'est le concept de citoyenneté qui permet à Lazar d'aborder ces pratiques. Selon elle, la notion de citoyenneté concerne tant les formes de participation individuelle dans la construction de l'État (selon la conception libérale des droits et des obligations de l'individu) que les formes locales d'organisation collective qui exercent une sorte de médiation entre les individus et les institutions publiques. Souvent hiérarchiques, ces formes d'organisation collective comprennent, dans le cas de El Alto, des assemblées de voisins veillant sur le « développement » de leurs quartiers, des organisations de travailleurs (commerçants populaires) comptant sur de longues histoires, des antécédents syndicalistes et des pratiques liées à l'organisation des festivités populaires. Le point que je voudrais souligner ici, c'est que pour Lazar, ces pratiques collectives de citoyenneté se trouvent inextricablement liées aux soulèvements politiques qui ont marqué l'histoire récente de cette ville : « *It is the creative mixing of these different threads that has enabled El*

Alto to overcome its political marginalization at the national level and take center stage. »²⁴ Pas de possibilité donc de comprendre l'effervescence politique de cette ville sans la situer dans les processus de négociation qui font partie de la citoyenneté et qui connectent les pratiques de ces groupes avec l'ordre institué en Bolivie.

- 17 Lazar étudie aussi les rapports entre les « bases » des différentes organisations et leurs dirigeants. L'auteure souligne plus particulièrement le fait que la confiance que les premières accordent aux deuxièmes est toujours conditionnée par les résultats concrets de leur gestion, ce qui favorise, certes, un certain rapport clientéliste entre eux. Lazar voit pourtant celui-ci comme un rapport complexe qui place les dirigeants dans une condition qui ne peut pas être réduite au rôle de traître que le modèle de l'IP leur assigne (le tribun). Selon Lazar, le clientélisme doit plutôt être vu comme un espace de négociation, comme le lieu de stratégies populaires qui permettent de rendre plus substantielle la citoyenneté : « [...] *the popular sectors here are using clientelism to temporarily redress the normal balance of unrepresentative politics*²⁵ ». Dans un contexte de réduction néolibérale des politiques sociales, cet aspect du clientélisme adopte une importance particulière, d'un côté, pour l'affirmation des luttes et des intérêts des classes populaires et, de l'autre côté, pour la légitimation du pouvoir étatique. En somme, il semblerait que, pour Lazar, la coupure nette que la notion d'interpellation plébéienne prétend présenter comme la caractéristique distinctive de l'action populaire « légitime » est fautive.
- 18 Malgré ce désaccord, il me semble que le modèle de l'IP peut être combiné avec l'approche de Sian Lazar lors de l'étude du rapport entre l'engagement politique des jeunes et l'ordre institué représenté par l'État (la condition préalable étant, certainement, de modifier certaines des propositions du premier modèle). Voyons ensuite la manière dont ces deux approches peuvent être mobilisées pour comprendre l'engagement politique de différents groupes de jeunes militants de la ville mexicaine de Puebla.

Les jeunes militants à Puebla

- 19 Puebla est la capitale de l'État mexicain du même nom. Située au centre du Mexique, elle se classe quatrième parmi les villes les plus peuplées du pays, avec un peu plus de deux millions d'habitants. Différents groupes de jeunes se sont formés dans cette ville au début du XXI^e siècle à l'occasion d'une sorte de réactivation régionale de l'action politique contestataire²⁶. Comme dans le reste du Mexique, celle-ci avait été fortement réprimée pendant la période néolibérale d'accentuation du caractère autoritaire du système politique mexicain, dans les années 1980-1990²⁷. Les militants qui ont participé à la réactivation de l'action politique dans cette partie du Mexique (que j'ai interviewé pendant ma recherche doctorale) étaient des jeunes dans la vingtaine et dans la trentaine, des hommes et des femmes, dans des proportions presque identiques, qui venaient pour la plupart des quartiers populaires et périphériques de la ville. Ces jeunes formaient des organisations politiques (appelées « collectifs ») qui menaient différents projets politiques et culturels dont les buts convergeaient autour de la justice sociale. Leurs projets condamnaient les inégalités socioéconomiques, dénonçaient et refusaient la violence de genre en plus de diffuser un message de tolérance envers les différences ethniques et culturelles²⁸.
- 20 Au milieu des années 2000, ces collectifs partageaient le but de devenir des forces politiques et/ou culturelles capables d'exercer une influence sur l'évolution de la société mexicaine. Composés généralement d'individus ayant une formation (ou un certain

savoir-faire) dans différents domaines de l'art ou de la culture expressive, les collectifs faisaient de leurs projets politico-culturels leurs principaux outils dans la lutte pour la transformation de la société. Les membres des collectifs n'étaient pas liés par des rapports de voisinage et n'agissaient pas non plus autour de problématiques urbaines concrètes ou spécifiques (comme dans le cas de certaines organisations populaires urbaines agissant au sujet du commerce ambulant, du transport public ou du logement), mais bien autour de certains idéaux sociaux plus généraux. En ce sens, le positionnement politique de chacun de ces groupes doit être compris en fonction d'une perception globale de la problématique sociale du pays et de l'État mexicain. Disons alors que, chez les collectifs contemporains de Puebla, la *solidarité* avait remplacé la *nécessité* en tant que moteur de la mobilisation politique urbaine, ce qui semble correspondre, au moins en partie, à l'évolution des mouvements sociaux décrite par certains auteurs²⁹.

- 21 Les jeunes militants de Puebla étaient inspirés par des mouvements idéologiques hétérogènes tels le zapatisme, l'anarchisme, le socialisme et ce que l'on pourrait appeler la perspective de l'art engagé. En ce sens, il est pertinent de souligner le fait que cette hétérogénéité dans les perspectives idéologiques de ces jeunes faisait en sorte qu'ils approchaient de manière parfois divergente d'importantes questions, dont celle du pouvoir. Ainsi, tandis que les collectifs zapatistes et les anarchistes concevaient l'État comme un pouvoir externe à combattre dans une lutte pour l'autonomie, les collectifs socialistes le voyaient plutôt comme une institution dont l'importance politique n'était pas négligeable pour l'action militante. Cela suscitait d'importantes polémiques. Ainsi, tout en critiquant le positionnement de ses amis zapatistes, le membre d'un collectif socialiste affirmait :
- 22 C'est vrai, le peuple est le pouvoir, mais exercer le pouvoir implique une série de situations qu'il faut discuter. Il ne s'agit pas qu'aujourd'hui je me lève de mon lit et que je dise : « Je suis le pouvoir et vous allez tous vous faire foutre. » Non, tu ne peux pas t'abstraire de la réalité concrète dans laquelle tu vis, et ne pas reconnaître l'État, parce que l'État est là, et il t'emmerde à tous les jours (Anselmo, 34 ans, membre du collectif M12).
- 23 En revanche, les collectifs ayant une vision plus proche de la perspective de l'art engagé étaient plutôt indifférents à l'État, car ils mettaient surtout l'accent sur la démarche personnelle et sur la façon dont chacun et chacune peuvent individuellement contribuer au changement social.
- 24 Or, malgré ces divergences, plusieurs caractéristiques unifiaient les militants *poblanos*³⁰ dans un seul mouvement politique. Ainsi tous ces jeunes se considéraient comme appartenant à une jeunesse « alternative » et politisée cherchant la justice sociale. Également, comme je l'ai déjà mentionné, malgré leurs différentes pratiques de consommation culturelle (certains, par exemple, raffolaient du punk ou du rock, tandis que d'autres aimaient plutôt les différents genres de musique latino-américaine), ils voyaient dans l'art et la culture un outil de transformation sociale. De plus, ils se percevaient tous comme occupant la même place subordonnée dans la société. Ainsi, à l'aide d'un vocabulaire politique rassembleur, les jeunes se positionnaient solidairement en tant que *compas* (abréviation de « compagne, compagnon »), l'un à côté de l'autre, et tous à côté des groupes les plus défavorisés de la ville pour essayer d'avancer ensemble dans leur projet de transformation sociale.
- 25 Les jeunes militants réalisaient leurs activités politiques et culturelles dans des espaces publics et semi-privés. Dans le premier type d'espaces, ces activités consistaient surtout

en l'occupation fugace du centre-ville. Ainsi, des esplanades, des parcs ou même la chaussée de la rue étaient les espaces choisis pour les manifestations, les *meetings* ou les activités artistiques (concerts musicaux, performances, expositions d'arts plastiques). Le but premier de ces actions était de diffuser leurs idées politiques et d'informer la population de ce qui se passait avec les différents mouvements sociaux de la région et du pays. Dans le second type d'espaces, les jeunes se rencontraient pour partager et discuter de l'évolution de leurs projets. Il s'agissait d'espaces de rencontre qui, tout en fonctionnant comme des centres culturels, avaient parfois été mis sur pied par les jeunes eux-mêmes. Situés dans une partie du centre-ville, ces espaces semi-privés (car ils occupaient d'habitude des locaux privés, bien qu'ils aient été ouverts à tous) dessinaient une sorte de circuit culturel alternatif dans la ville. Les activités que les jeunes y réalisaient comprenaient des rencontres périodiques avec d'autres organisations politiques (syndicats, mouvements sociaux, ONG), des assemblées internes, des activités culturelles ou d'autres actions similaires dont le but principal était de ratifier leur engagement envers le groupe et de prendre des décisions sur l'évolution de leurs projets.

- 26 On peut classer en deux catégories les difficultés auxquelles les projets de ces jeunes étaient confrontés. Il y avait d'abord les obstacles d'ordre économique. En effet, la survie de leurs projets était constamment menacée par une situation généralisée de précarité économique. Celle-ci poussait les jeunes à développer différentes stratégies de survie économique et à s'insérer davantage dans l'économie capitaliste urbaine. Ainsi, conçues dans le but de financer leurs projets, les stratégies de survie des militants allaient de la demande d'argent dans la rue jusqu'à la mise en place de certaines activités marchandes (la vente, par exemple, dans un café créé par un collectif, d'aliments et de boissons). Le fait que la plupart des projets des jeunes étaient réalisés dans le centre-ville de Puebla compliquait davantage la situation, et ce, à cause des coûts associés à l'occupation de – et au déplacement vers – cette partie de la ville (comme je l'ai déjà mentionné, la plupart de ces jeunes habitaient dans des quartiers populaires plutôt périphériques)³¹. En outre, dans le cas des collectifs qui occupaient des locaux dans différents bâtiments, l'intérêt de divers commerçants pour ces mêmes espaces faisait en sorte que les projets des militants étaient soumis à la pression constante des hausses cycliques du loyer.
- 27 Le deuxième type de difficultés empêchant le développement des projets des jeunes militants était d'ordre politique et concernait les rapports tendus que ces derniers entretenaient avec le gouvernement (local, municipal et fédéral). Celui-ci empêchait souvent les collectifs de réaliser leurs activités dans les espaces publics. La police, par exemple, était d'habitude présente pendant les activités menées par les jeunes militants dans les différents espaces publics, ce qui rendait difficile leur réalisation. Dans cette même logique, les représentants du gouvernement expulsaient constamment les activistes des places publiques parce que ces derniers n'avaient pas de permis d'occupation. De plus, certains jeunes militants affirmaient que les espaces de rencontre qu'ils fréquentaient étaient constamment surveillés par le gouvernement, qui se méfiait du caractère politique et légal des activités qui y étaient réalisées. Comme pour empirer la situation, le gouvernement local avait l'habitude d'interdire aux collectifs l'accès aux espaces culturels sous sa responsabilité lorsque ceux-ci le sollicitaient. Ainsi, quand certains collectifs voulaient réaliser des activités à la maison de la culture municipale ou dans un institut culturel local, le gouvernement refusait presque systématiquement les autorisations demandées.

- 28 Or, malgré ces adversités, les collectifs étaient capables de mettre sur pied leurs projets grâce aux rapports de collaboration qu'ils entretenaient entre eux ainsi qu'avec différents groupes et organisations de la société civile. Ceux-ci comprenaient tant des groupes d'amis ou des membres de leurs familles que des mouvements sociaux et des organisations populaires. Une autre source non négligeable de soutien pour les collectifs était associée à leur connaissance d'employés du gouvernement ou de fonctionnaires publics qui, à titre personnel – et parfois en cachette –, donnaient accès aux collectifs à certaines ressources publiques : salle ou petit auditoire, contrat de travail, fonds publics destinés à la promotion de la culture dans la ville, etc. Apparemment secondaire, ce type de rapports de collaboration avec des fonctionnaires publics pointe vers une question centrale pour la compréhension de l'engagement politique de ces jeunes. Ainsi, si, d'un côté, leur engagement était vécu comme une sorte de prise de distance à l'égard de l'État (les jeunes confrontaient l'ordre qu'il représente, dénonçaient ses injustices et cherchaient à le transformer à partir de différentes perspectives idéologiques), de l'autre côté, leurs actions politiques rencontraient directement ou indirectement les représentants (les fonctionnaires), les institutions (les espaces et les institutions publiques) et les responsabilités (l'éducation, le travail) de l'État.
- 29 Comment comprendre cet aspect paradoxal de l'engagement politique des jeunes dans toute sa complexité, sans laisser de côté aucun de ces deux aspects apparemment contradictoires ? À mon avis, combinés, les concepts d'interpellation plébéienne et de citoyenneté peuvent nous aider à répondre cette question.

L'engagement politique des jeunes *poblanos* : entre l'interpellation plébéienne et l'exercice de la citoyenneté

- 30 Comme nous l'avons vu, les auteurs du modèle de l'IP insistent sur le fait que l'action politique populaire – et, plus précisément, les actions directes – donne lieu à l'émergence, sur le plan de l'expression, d'un « nous » temporaire, d'un « nous » qui, bien qu'il ne relève pas de la classe, ni de l'ethnicité, ni du genre, s'exprime en fonction de la reconnaissance d'une position d'exclusion, de dépossession, de marginalité radicale. Or, au lieu de lire ce « nous » comme un « nous » qui *confirme* une relation particulière avec (et donc, dans) l'ordre institué (un ordre qui, dans sa logique générale d'exclusion, d'inégalité, de domination, en bref, dans sa composition générale dominante-dominés, produit ce « nous-les-exclus »), les auteurs de l'interpellation plébéienne le voient comme une séparation de l'ordre social et symbolique, comme une sécession. Cette interprétation est peu satisfaisante compte tenu du fait que les données présentées dans l'ouvrage collectif dans lequel la notion d'interpellation plébéienne est développée ne la soutiennent pas et qu'elles confirment plutôt l'insertion des actions et des mouvements à l'étude dans des dynamiques de négociation, de reconnaissance et même de complicité avec certaines structures de pouvoir, comme le suggère Lazar. Par ailleurs, comme je l'ai déjà mentionné, la recherche à Puebla nous montre aussi l'existence de ces dynamiques de négociation entre les jeunes militants et les institutions de l'État. Ainsi, un jeune nous raconte : *« J'arrive et je vais voir à la marie, et je propose un projet qui s'appelle « Art et recyclage pour les enfants », en disant que je viens de la part de l'université pour faire une sorte de service social, mais ce n'était pas le cas, parce que, à vrai dire, il me restait encore beaucoup de temps*

avant de finir [mes études]... Je voulais proposer de commencer à travailler sur ce que je savais déjà (Riquet, 23 ans, membre du collectif Tatebari) ».

- 31 Si nous suivons cette dernière piste, il faudrait donc assumer que le « nous-les-dominés » de l'interpellation plébéienne n'acquiert de sens que dans le cadre de l'ordre social qui le produit (et qui impose une référence constante à un « eux » les profiteurs, les puissants, les riches). Autrement dit, il semblerait que, dans l'interpellation plébéienne, c'est encore l'ordre symbolique et social dominant qui interpelle la plèbe, mais cette fois en montrant clairement les traits les plus dérangeants de son visage : ceux de la domination et de l'exclusion. Cette interpellation se passe alors à la manière de ce que Slavoj Žižek appelle l'identification pathétique (ou aussi « *excremental identification* ») : « [...] *the identification with the poor figure of the suffering Christ dying in pain between two thieves*³². » Dans la logique de l'identification pathétique, c'est grâce à l'identification collective avec ceux qui subissent les effets les plus nocifs de la domination que celle-ci est en elle-même mise en évidence. Or, dans la mesure où cette identification n'est qu'une reconnaissance de la violence et de l'inégalité propres à l'ordre social, elle n'entraîne aucun positionnement politique particulier (ni conservateur ni de rupture ou de sécession). Autrement dit, sa force politique étant surtout potentielle, l'identification pathétique peut évoluer dans différentes « directions » (le fascisme, le populisme, le libéralisme, le socialisme) : « *The artifice by means of which Christianity became the ruling ideology was to combine this radical excremental identification with full endorsement of the existing hierarchical social order: "rich and poor, honest men and sinners, masters and slaves, men and women, neighbours and foreigners, we are all united in Christ"*³³. »
- 32 Par conséquent, il semblerait que pour devenir une force politique efficace, l'interpellation plébéienne doit se traduire par une intervention directe (restauratrice, transformatrice ou destructrice) dans l'ensemble de l'ordre social et symbolique. Comme nous l'avons vu, une telle possibilité est tout simplement incompatible avec le modèle de l'IP, car celui-ci réserve au tribun/traître toute intervention/insertion délibérée de la plèbe dans l'ordre institué qui lui donne naissance. Pourtant, les pistes de notre réflexion nous suggèrent que l'action politique populaire a comme condition d'existence la reconnaissance de son lien étroit avec l'ordre qu'elle conteste. Comment sortir de cette impasse ?

Les militants : compagnons et citoyens

- 33 Dans le cas des collectifs de jeunes de Puebla, l'identification pathétique ou plébéienne se manifestait clairement dans le vocabulaire politique des jeunes. L'utilisation généralisée du terme de *compa* (« compagnon, compagne ») laissait entrevoir un point de vue politique et personnel qui, tout en exprimant un positionnement solidaire, dénonçait les inégalités propres à la société mexicaine. Comme l'a dit l'un de mes interviewés : « J'ai compris qu'une prostituée est une travailleuse sexuelle, qu'elle est ta copine parce qu'elle aussi se fait chier pour travailler, n'est-ce pas ?... Et moi, je suis un commerçant ambulant et moi aussi, je me fais chier pour travailler, ça veut dire que nous sommes des *compas*. » (Ramôn, 19 ans, membre du collectif CUAC) Présente chez tous les jeunes militants, cette identification avait lieu dans le cadre de différents projets politiques, c'est-à-dire que l'action politique de ces jeunes ne s'arrêtait pas à la mise en évidence de ce « nous-les-exclus », les « sans-voix ». Au contraire, ils avaient des projets politiques qui, ciblant l'ensemble de l'ordre social, donnaient à leurs actions une partie de l'élan nécessaire pour

devenir des forces transformatrices. Ainsi, l'une des jeunes activistes assumait explicitement la nécessité de dépasser l'identification pathétique : *« Qu'est-ce qu'on peut faire ? On s'écoute ? On se rencontre ? On cherche des solutions entre nous tous ou bien on reste avec notre sentiment que tout va mal ? [...] Alors, je sens que les gens ont besoin de quelque chose de nouveau, mais que ça dépend aussi beaucoup de nous pour qu'ils le trouvent, parce que nous sommes comme... les gens sont très seuls et, je te dis, avec un désenchantement très fort (Adela, 24 ans, membre du collectif Espiral 7). »*

- 34 Or, malgré un intérêt généralisé envers l'action politique organisée, l'intervention des jeunes militants dans l'ordre institué était plutôt complexe en raison de leurs différentes visions de cet ordre (de l'État), comme je l'ai déjà mentionné. En ce sens, il me semble possible de dire que la rigidité ou la flexibilité avec laquelle les collectifs géraient cette divergence idéologique était un élément crucial pour la survie ou la disparition du mouvement alternatif dans la ville. Ainsi, quelques années après la fin de ma recherche, j'ai appris que l'un des collectifs zapatistes les plus actifs dans la région avait disparu à cause d'importantes tensions entre ses membres. Ces tensions relevaient de la possibilité de collaborer étroitement avec un groupe de jeunes qui avait formé une ONG et qui était prêt à demander des fonds publics pour le financement de ses activités.
- 35 Malgré ces positionnements divergents (et leurs conséquences indésirables), il ne faut pas oublier que, dans les faits, presque tous les militants rencontraient les représentants de l'État et négociaient avec eux au moment de réaliser leurs activités (par exemple, lorsque certains militants voulaient occuper un espace culturel institutionnel ou avoir accès à une radio universitaire ou à une place publique). S'il est vrai que ces rencontres et négociations relevaient souvent de la sphère personnelle (c'est-à-dire de bons rapports qu'un jeune militant pouvait avoir avec un fonctionnaire) et qu'elles étaient plutôt conflictuelles, il est aussi vrai qu'elles entraînaient un contact indirect entre les projets des jeunes militants et les différentes instances de l'État (et ce, même dans le cas de collectifs zapatistes). Certainement, la recherche de ces espaces ne transformait pas les jeunes militants en « tribuns » de leurs propres projets, mais rendait plutôt évident le rapport complexe qui existait entre leurs projets et l'ordre représenté par ces fonctionnaires³⁴. En outre, le fait que c'était surtout à partir de rapports personnels que certains militants cherchaient à avoir accès aux ressources de l'État nous rappelle un peu les rapports clientélistes étudiés par Lazar et la façon dont leur existence élargissait, au moins en partie, l'espace pour l'exercice de la citoyenneté.
- 36 En fait, c'est précisément cette rencontre des projets politiques de jeunes militants avec l'ordre institué qui donne aux premiers une allure « moderne » qui s'arrime mal à l'image romantique que le modèle de l'IP présente de l'action politique et au portrait intimiste de la jeunesse présenté par la pensée postmoderne. En ce sens, leurs critiques du système éducatif, de la démocratie électorale ou du marché de l'emploi – mais aussi celles de l'intolérance à l'égard de la diversité culturelle ou sexuelle – doivent être saisies comme des indices du fait que les jeunes militants voyaient dans l'ordre institué un enjeu important. En ce sens, à l'instar des organisations de voisins qu'aborde Lazar dans son ethnographie, l'engagement de jeunes militants *poblanos* (organisés, rappelons-le, sous la forme de collectifs) se manifestait sous la forme d'un exercice collectif et critique de la citoyenneté, exercice qui cherchait à transformer l'État mexicain, bien que ce soit dans ses marges³⁵ : *« Alors, ce qui apparaît clairement, c'est la nécessité d'un travail collectif fort, c'est-à-dire que chacun apporte des idées, et les réalise réellement, qu'il y ait de la responsabilité, de l'engagement [...]. Je pense qu'il est aussi important de ne pas reproduire [...] par exemple, que la*

Constitution [de la République mexicaine] ne soit pas comme une contrainte ou, encore, comme cette idée de l'État punitif, d'interdiction, sinon que tout soit basé sur le respect de l'autre et sur le fait de penser à la réalité de l'autre pour vivre, n'est-ce pas ? (Adela, 24 ans, membre du collectif Espiral 7) »

- 37 À mon avis, ce type de réflexion insérerait l'identification pathétique (ou plébéienne) présente chez l'engagement des jeunes militants dans une démarche majeure vouée à dessiner, disons-le en reprenant le vocabulaire de Frédéric Jameson³⁶, la *carte cognitive* et politique décrivant leur place (présente et future) dans l'ordre social et politique. Lorsque cet effort de représentation avait lieu, les jeunes commençaient alors à faire de leur participation subordonnée dans l'ordre institué un moyen de transformation.

Les fonctions des actions directes

- 38 Mais, qu'en est-il alors des répercussions des actions directes que les jeunes militants réalisaient constamment dans les différents espaces publics, lorsque, par exemple, ils fermaient une rue ou occupaient une place publique sans permission ? Contrairement à l'argument des auteurs du modèle de l'IP, il me semble possible de dire que les jeunes trouvaient dans la réalisation concrète de ces actions (dans leur caractère instrumental) *leurs seuls moments de rupture à l'égard de l'ordre politique*. Et cela, non pas parce que, comme le suggère Peñafiel, la dimension pragmatique de l'action directe fonctionne comme un signifiant vide, mais plutôt parce que cette dimension pragmatique représente en elle-même un contenu politique minimal (qui n'est pas verbal, mais pratique et qui a peu à voir avec les fins explicites de chaque action). Ce contenu minimal n'a pas besoin de composante expressive pour se manifester, car, comme l'a souligné David Graeber³⁷, il naît et s'exprime *dans l'intervention concrète, dans l'acte lui-même, il est sa propre idéologie pratique*. Il trouble ce minimum d'institutionnalité qui, enkysté dans nos actions et nos croyances quotidiennes (payer des impôts, respecter les consignes routières, obéir à un policier), favorise la reproduction de l'ordre social. Dans les termes de Žižek, la dimension pragmatique de l'action directe touche *[t]he traumatic « inner » [...] of the institution itself. When I greet an acquaintance : « Hello, how are you ? », and we both know very well that « I don't mean it seriously », my greeting was nonetheless not a simple act of hypocrisy, because there was more truth in the external social form than in my inner intention or conviction. « Institution » as its most elementary is this minimal reification of meaning which allows me to say : « Independently of what you intended to say, your speech actually means this !³⁸* ».
- 39 Or, en elle-même, l'efficacité politique de cette rupture pratique avec l'idéologie de la vie quotidienne³⁹ est limitée, car cette rupture est soumise à son caractère événementiel. Pour élargir sa portée, elle doit donc être associée à une composante expressive cherchant à amplifier ses répercussions sur l'ordre politique et à le transformer. Autrement dit, afin d'amplifier sa force et de devenir un vrai contre-pouvoir, une rupture, une sécession, l'action directe doit donc aspirer à son propre dépassement par son immersion dans un contenu expressif allant au-delà de la simple identification pathétique et considérant sérieusement sa place dans l'ordre institué.
- 40 Les actions directes des militants *poblanos* comprenaient la fermeture de rues, l'appropriation de certains locaux abandonnés ou même la réalisation, dans les espaces publics et sans permis, de performances artistiques. Ces actions finissaient souvent par l'intervention de la police locale contre les militants : des menaces, de la violence

physique (des coups de pied ou de matraque) et des arrestations. Indépendamment de leurs fins concrètes et des messages qu'elles voulaient véhiculer, ces actions troublaient, sans aucun doute, le fonctionnement quotidien de l'espace urbain. Certains militants étaient conscients de l'effet politique de ces actions et se réjouissaient de « déranger » (*chingar*) le gouvernement : « Alors, j'ai toujours eu ça, contre le système, et, en fait, le graffiti est contre le système : emmerder celui qui t'emmerde, n'est-ce pas ? » (Rose, 23 ans, membre du collectif Espiral 7 et du crew GW).

- 41 Mais ce que je souhaite souligner ici, c'est que ces courts-circuits étaient amplifiés par la participation des militants à différents mouvements politiques (zapatisme, anarchisme, socialisme). Cette situation faisait en sorte que les actions de militants ne se limitaient pas au dérangement quotidien pas plus qu'elles n'avaient qu'un caractère événementiel ; au contraire, elles étaient plutôt associées à des visions ou à des projets alternatifs de société, ce qui densifiait leurs répercussions politiques et permettait aux jeunes militants d'échapper aux pièges de l'identification pathétique. Ainsi, comme je l'ai déjà mentionné, ceux qui étaient zapatistes situaient leurs interventions directes dans la lutte pour la création d'espaces urbains autonomes, permanents et temporaires. Des militants socialistes envisageaient la possibilité de créer une conscience de classe et de bâtir une société différente par des moyens pacifiques. S'il est vrai que ces discours et visions n'étaient pas exempts de contradictions ou d'inconsistances et que le rapport de force dans lequel ils étaient déployés était très asymétrique, il est aussi vrai qu'ils permettaient aux activistes de mieux roder leurs interventions dans l'espace urbain et de leur donner une portée politique plus significative. En somme, les actions directes des jeunes militants trouvaient dans l'intervention concrète qui les matérialisait leur seule forme de rupture, car celle-ci troublait le fonctionnement quotidien de l'ordre politique. Mais, c'était surtout grâce à l'encadrement de ces interventions dans différents projets politiques qu'elles étaient capables de dépasser leur caractère événementiel.

En guise de conclusion

- 42 Dans le Mexique contemporain, la vie des jeunes est plutôt difficile. Le marché de l'emploi, le système éducatif et, en général, les conditions de vie semblent nier à la plupart des jeunes mexicains le droit à une vie épanouie et de plaisir. Les conditions de violence que la population mexicaine a connues dans les dernières années rendent peu prometteurs les temps présents et l'avenir pour le cinquième de la population mexicaine qui se trouve en transition vers l'âge adulte. Dans ce contexte, différents groupes de jeunes semblent avoir bien compris cette situation et essaient d'intervenir dans cet ordre social pour le transformer. Ils paraissent en ce sens s'engager avec force dans un débat public aux allures typiquement modernes. La tâche n'est pas facile, car elle comprend des changements importants à l'égard de l'État et de la société mexicaine dans son ensemble.
- 43 Dans cet article, nous avons exploré l'utilité de deux modèles théoriques pour l'étude du renouveau récent de l'action politique juvénile au Mexique, plus précisément, dans la ville de Puebla. En ce sens, bien que le rapport que l'engagement politique des jeunes *poblanos* entretient avec l'ordre social institué semble être plus complexe que ce que le modèle de l'IP prétend, ce modèle théorique nous offre une distinction utile pour l'étude de cet engagement, à savoir, la distinction entre les composantes expressives et instrumentales de l'action politique. Nous avons vu à ce sujet que tandis que la composante instrumentale représente le seul moment de rupture événementielle avec

l'ordre institué, c'est seulement la composante expressive de l'action politique qui peut donner lieu à une transformation majeure, et ce, à condition de dépasser l'état de l'identification pathétique et d'amener l'engagement politique vers un positionnement qui soit capable de faire de la place subordonnée des jeunes *dans la société* une force de transformation. Comme l'a écrit David Harvey en parlant de la construction d'une société plus juste et égalitaire, « [t]he common is not to be constructed [...] as a particular kind of thing, asset or even social process, but as an unstable and malleable social relation between a particular self-defined social group and those aspects of its actually existing or yet-to-be created social and/or physical environment deemed crucial to its life and livelihood⁴⁰ ».

- 44 Or, comme nous l'avons vu, les projets et actions des jeunes militants *poblanos* ont lieu dans un contexte hostile de radicalisation de la violence et de généralisation de la précarité économique. En ce sens, malgré l'effervescence politique que le Mexique a connue au cours des dernières années (effervescence dont les jeunes militants que nous avons étudiés ici font partie), l'évolution de ce pays de l'Amérique du Nord pointe plutôt vers le conservatisme politique et économique. De plus, aucune sortie à la violence régnante n'est envisagée au court terme. À mon avis, les raisons de cette situation, de cet apparent échec de l'action politique organisée des Mexicains, doivent être cherchées sur différents plans, tant à l'échelle des dynamiques locales de pouvoir qui existent dans les différentes régions mexicaines aujourd'hui, qu'à l'échelle de l'État mexicain et de son insertion dans le capitalisme mondial. Comme il a été souligné par différents auteurs⁴¹, étant donné que les rapports de pouvoir qui structurent l'ordre social contemporain agissent à différentes échelles, c'est en comprenant la façon dont ces échelles interagissent dans la construction de l'ordre politique que nous pourrions mieux saisir les possibilités et les limitations de l'action politique cherchant à le transformer.

BIBLIOGRAPHIE

- Álvarez (Sonia), Dagnino (Evelina) et Escobar (Arturo), « Introduction : The Cultural and the Political in Latin American Social Movements », dans Álvarez (Sonia), Dagnino (Evelina) et Escobar (Arturo) [dir.], *Cultures of politics / Politics of cultures : re-visioning Latin American social movements*, Boulder, Colo., Westview Press, 1998, p. 1-29.
- Borobia (Raquel), Kropff (Laura) et Nuñez (Pedro) [dir.], *Juventud y participación política. Más allá de la sorpresa*, Buenos Aires, Novedades Educativas, 2013, 144 p.
- Breaugh (Martin), *L'expérience plébéienne. Une histoire discontinuée de la liberté politique*, Paris, Payot & Rivages, 2007, 406 p.
- Brieger (Pedro), « De la década perdida a la década del mito neoliberal », dans Gambina (Julio) [comp.] *La globalización económica financiera. Su impacto en América latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2002, p. 341-355.
- Castillo Berthier (Héctor), « Los proyectos juveniles : del problema social al folklore cultural », dans Rosales (Héctor) [dir.], *Cultura, sociedad civil y proyectos culturales en Mexico*, Mexico, CONCULTA, 1994, p. 181-195.

- Castillo Palma (Jaime), « ¿Cuáles son los cambios en los movimientos sociales ? », *La Jornada de oriente-Perfiles*, 2005, [En ligne], <http://www.lajornadadeoriente.com.mx/2005/0407/perfil/perf22>.
- Cefaï (Daniel), *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte/MAUSS, 2007, 727 p.
- Corten (André), Huart (Catherine) et Peñafiel (Ricardo) [dir.], *L'interpellation plébéienne en Amérique latine. Violence, actions directes et virage à gauche*, Québec/Paris, Karthala/Presses de l'Université du Québec, 2012, 334 p.
- De la O (Maria Eugenia) et Flores Ávila (Alma Leticia), « Violencia, jóvenes y vulnerabilidad en la frontera noreste de México », *Desacatos*, n° 38, janvier-avril 2012, p. 11-28.
- Education at a Glance 2013. OECD Indicators*, OECD Publishing, 2013. [En ligne], <http://www.oecd.org/edu/eag.htm>.
- Feixa Pampols (Carles), *El reloj de arena*, Mexico, Instituto Meicano de la Juventud, 1998, 205 p.
- Feixa (Carles), Saura (Joan R) et Costa (Carmen), *Movimientos juveniles. De la globalización a la antiglobalización*, Barcelona, Ariel, 2002, 176 p.
- Ginwright (Shawn) et Cammarota (Julio), « Introduction », dans Noguera (Pedro), Ginwright (Shawn), et Cammarota (Julio) [dir.], *Beyond Resistance ! Youth Activism and Community Change*, New York, Routledge, 2006, p. XIII-XXII.
- González Castillo (Eduardo), « Action politique zapatiste et contexte régional. Le cas de Puebla, Mexique », *Anthropologie et Sociétés*, n° 32, 2008, p. 79-84.
- González Castillo (Eduardo), « Cultures musicales transnationales et capitalisme. Le milieu sonidero », *Ethnologies*, n° 31, vol. 1, 2009, p. 237-251.
- González Castillo (Eduardo), « Au-delà du zócalo. Espace public, mouvements sociaux et contexte régional à Puebla, Mexique », dans Labrecque (Marie-France), Boulianne (Manon) et Doyon (Sabrina) [dir.], *Dynamiques régionales en contexte d'économie globalisée : Migration, environnement, violence et mouvements sociaux au Mexique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 271-306.
- González Castillo (Eduardo), *Le militantisme culturel dans le Mexique contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 258 p.
- Graeber (David), *Direct Action. An Ethnography*, Oakland/Edinburgh, AK Press, 2009, 568 p.
- Harvey (David), *Rebel Cities. From the Right to the City to the Urban Revolution*, London/New York, Verso, 2012, 216 p.
- Hosang (Daniel), « Beyond Policy : Ideology, Race and the Reimagining of Youth », dans Noguera (Pedro), Ginwright (Shawn), et Cammarota (Julio) [dir.], *Beyond Resistance ! Youth Activism and Community Change*, New York, Routledge, 2006, p. 3-19.
- Jameson (Fredric), *El posmodernismo o la lógica cultural del capitalismo avanzado*, Barcelona, Paidós, 1991, 121 p.
- Jones (Gareth), Herrera (Elsa) et Thomas de Benitez (Sarah), « Tears, Trauma and Suicide : everyday violence among street youth in Puebla, Mexico », *Bulletin of Latin American Research*, n° 26, vol. 4, 2007, p. 462-479.
- Labrecque (Marie-France), *Féminicides et impunité. Le cas de Ciudad Juárez*, Montréal, Écosociété, 2012, 198 p.

- Lazar (Sian), *El Alto, Rebel City. Self and Citizenship in Andean Bolivia*, Durham, Duke University Press, 2008, 328 p.
- León (Mariana), « Jóvenes urbanos, grupo más vulnerable », *El Universal*, 5 août 2013 [En ligne], <http://www.eluniversal.com.mx/nacion-mexico/2013/jovenes-urbanos-grupo-mas-vulnerable-940262.html>.
- Maffesoli (Michel), *Le temps des tribus. Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1988, 226 p.
- Marcial (Rogelio), *Desde la esquina se domina*, Zapopan, El Colegio de Jalisco, 1996, 198 p.
- McRobbie (Angela), *Postmodernism and Popular Culture*, London/New York, Routledge, 1996, 220 p.
- Migración mexicana hacia Estados Unidos*, Mexico, Consejo nacional de población, 2006 [En ligne], http://www.conapo.gob.mx/mig_int/03.htm.
- Miranda (Juan Carlos), « Los homicidios crecieron 150 % en el sexenio de Felipe Calderón », *La Jornada*, 31 juillet 2013. [En ligne], <http://www.jornada.unam.mx/2013/07/31/politica/005n1pol>.
- Nelson (Diane), *Reckoning the Ends of War in Guatemala*, Durham/London, Duke University Press, 2009, 448 p.
- Reguillo Cruz, (Rossana), *En la calle otra vez. Las bandas : identidad urbanay usos de la comunicación*, Guadalajara, ITESO, 1991, 273 p.
- Roseberry (William), « Understanding Capitalism – Historically, Structurally, Spatially », dans Nugent (Daniel) [dir], *Locating Capitalism in Time and Space : Global Restructurings, Politics, and Identity*, Stanford, Stanford University Press, 2002, p. 61-79.
- Situación actual de los jóvenes en México*, Mexico, Consejo nacional de población, 2000 [En ligne] http://www.conapo.gob.mx/es/CONAPO/Situacion_actual_de_las_y_los_jovenes_en_Mexico_Diagnostico_sociodemografico.
- Situación actual de los jóvenes en México*, Mexico, Consejo nacional de población, 2010 [En ligne], http://www.portal.conapo.gob.mx/index.php?option=com_content&view=article&id=446&Itemid=15.
- Sotelo (Humberto), *1972-1973 Puebla de los demonios*, Puebla, Gobierno del Estado de Puebla/BUAP/CAHU, 2002, 250 p.
- Stauber (Leah), *Chicanismo in the New Generation : Youth, Identity, Power in the 21st Century Borderlands*, Thèse de doctorat, Arizona, The University of Arizona, 2012, 433 p.
- Urteaga (Maritza), *Por los territorios del Rock. Identidades juveniles y rock mexicano*, Mexico, Causa Joven / Dirección General de Culturas Populares, 1998, 259 p.
- Valenzuela (José Manuel), *A la brava ése. Cholos, punks, chavos banda*. Tijuana, El Colegio de la Frontera Norte, 1998, 233 p.
- Žižek (Slavoj), *The Ticklish Subject. The Absent Centre of Political Ontology*, Londres/New York, Verso, 1999, 409 p.
- Žižek (Slavoj), *The Parallax View*, Cambridge/Londres, The MIT Press, 2009, 448 p.

NOTES

1. Voir, par exemple, sur l'Amérique du Nord, Daniel Hosang, « Beyond Policy : Ideology, Race and the Reimagining of Youth », dans *Beyond Resistance ! Youth Activism and Community Change*, New York, Routledge, 2006, p. 3-19 ; David Graeber *Direct Action. An Ethnography*, Oakland/Edinburgh, AK Press, 2009 ; Leah Stauber, *Chicanismo in the New Generation : Youth, Identity, Power in the 21st Century Borderlands*, Thèse de doctorat, Arizona, The University of Arizona, 2012. Sur l'Amérique latine, voir Carles Feixa, Joan R. Saura et Carmen Costa, *Movimientos juveniles. De la globalización a la antiglobalización*, Barcelona, Ariel, 2002 ; Eduardo González Castillo, *Le militantisme culturel dans le Mexique contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012 ; Raquel Borobia, Laura Kropff et Pedro Núñez, (dirs.) *Juventud y participación política. Más allá de la sorpresa*. Buenos Aires, Novedades Educativas, 2013.
2. Shawn Ginwright et Julio Cammarota, « Introduction », dans *Beyond Resistance ! Youth Activism and Community Change*, New York, Routledge, 2006, p. XIII-XXII ;
3. Voir Angela McRobbie, *Postmodernism and Popular Culture*, London/New York, Routledge, 1996 ; Michel Maffesoli, *Le temps des tribus. Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1988.
4. Voir *Situación actual de los jóvenes en México*, Mexico, Consejo nacional de población (CONAPO), 2000 et 2010. En 2010, 20.2 millions de jeunes représentaient le 18,7 % de la population totale mexicaine.
5. Voir *Education at a Glance 2013. OECD Indicators*, OECD Publishing, 440 p.
6. *Situation actual...*, *op. cit.*
7. Mariana León, « Jóvenes urbanos, grupo más vulnerable », *El Universal*, 5 août 2013.
8. Voir, par exemple, Juan Carlos Miranda, « Los homicidios crecieron 150 % en el sexenio de Felipe Calderón », *La jornada*, 31 juillet 2013.
9. Voir Maria Eugenia de la O et Alma Leticia Flores Ávila, « Violencia, jóvenes y vulnerabilidad en la frontera noreste de México », *Desacatos*, n° 38, janvier-avril 2012, p. 11-28.
10. Voir Marie-France Labrecque, *Féminicides et impunité. Le cas de Ciudad Juárez*, Montréal, Écosociété, 2012.
11. Voir Pedro Brieger, « De la década perdida a la década del mito neoliberal », dans *La globalización económico financiera. Su impacto en América latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2002, p. 341-355.
12. Voir *Migración mexicana hacia Estados Unidos*, Mexico, Consejo nacional de población (CONAPO), 2010. Pour une étude des effets de cette migration sur les pratiques culturelles des jeunes mexicains issus des classes populaires, voir Eduardo González Castillo, « Cultures musicales transnationales et capitalisme. Le milieu sonidero », *Ethnologies*, n° 31, vol. 1, 2009, p. 237-251
13. Pour une étude sur la diffusion de ce mouvement, voir Eduardo González Castillo, « Action politique zapatiste et contexte régional. Le cas de Puebla, Mexique », *Anthropologie et Sociétés*, n° 32, 2008, p. 79-84
14. Eduardo González Castillo, *Le militantisme culturel dans le Mexique contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012.
15. José Manuel Valenzuela, *A la brava ése. Cholos, punks, chavos banda*. Tijuana, El Colegio de la Frontera Norte, 1998. Carles Feixa Pampols, *El reloj de arena*, México, Instituto Mexicano de la Juventud, 1998.
16. Maritza Urteaga, *Por los territorios del Rock. Identidades juveniles y rock mexicano*, Mexico, Causa Joven / Dirección General de Culturas Populares, 1998 ; Rossana Reguillo, 1991, *En la calle otra vez. Las bandas : identidad urbana y usos de la comunicación*, Guadalajara, ITESO, 1991. Gareth Jones, Elsa Herrera et Sarah Thomas de Benitez, « Tears, Trauma and

Suicide : everyday violence among street youth in Puebla, Mexico », *Bulletin of Latin American Research*, no. 26, vol. 4, 2007, p. 462-479.

17. Michel Maffesoli, *op. cit.* ; Angela McRobbie, *op. cit.*

18. Voir Héctor Castillo Berthier, « Los proyectos juveniles : del problema social al folklore cultural », dans *Cultura, sociedad civil y proyectos culturales en Mexico*, Mexico, CONULTA. 1994, p. 181-195. Rogelio Marcial, *Desde la esquina se domina*, Zapopan, El Colegio de Jalisco, 1996.

19. André Corten, Cathérine Huart et Ricardo Peñafiel [dir.], *L'interpellation plébéienne en Amérique latine. Violence, actions directes et virage à gauche*, Québec/Paris, Karthala/Presses de l'Université du Québec, 2012.

20. Sian Lazar, *El Alto, Rebel City. Self and Citizenship in Andean Bolivia*, Durham, Duke University Press, 2008.

21. Martin Breaugh, *L'expérience plébéienne. Une histoire discontinuée de la liberté politique*, Paris, Payot & Rivages, 2007.

22. Sian Lazar, *op. cit.*

23. En guise d'exemple, on peut mentionner l'importance de cette ville bolivienne pour les protestations populaires qui ont donné lieu à la démission de deux présidents (Gonzalo Sánchez de Lozada en 2003 et Carlos Mesa en 2005) et à l'arrivée d'un parti de gauche et autochtone au pouvoir national (avec Evo Morales, en 2005).

24. *Ibid.*, 174.

25. *Ibid.*, 114.

26. Voir Eduardo González Castillo, « Action politique zapatiste et contexte régional. Le cas de Puebla, Mexique », *Anthropologie et Sociétés*, n° 32, 2008, p. 79-84.

27. Pour le cas de la région de Puebla, voir Humberto Sotelo, 1972-1973, *Puebla de los demonios*, Puebla, Gobierno del Estado de Puebla/BUAP/CAHU, 2002 ; Jaime Castillo Palma, « ¿Cuáles son los cambios en los movimientos sociales ? », *La jornada de oriente-Perfiles*, 2005.

28. Voir Eduardo González Castillo, *Le militantisme culturel dans le Mexique contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012.

29. Voir, par exemple, Daniel Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte/MAUSS, 2007 et, pour la cas de l'Amérique latine, Sonia Álvarez, Evelina Dagnino et Arturo Escobar, « Introduction : The Cultural and the Political in Latin American Social Movements », in *Cultures of Politics/Politics of cultures : Revisioning Latin American Social Movements*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1998, p. 1-29.

30. Les adjectifs *poblano* et *poblana* et leurs pluriels (*poblanos* et *poblanas*) sont les gentilés des habitants et des habitantes de Puebla.

31. Voir Eduardo González Castillo, « Au-delà du zócalo. Espace public, mouvements sociaux et contexte régional à Puebla, Mexique », dans *Dynamiques régionales en contexte d'économie globalisée : Migration, environnement, violence et mouvements sociaux au Mexique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 271-306.

32. Slavoj Žižek, *The Ticklish Subject. The Absent Centre of Political Ontology*, Londres/New York, Verso, 1999, p. 275.

33. *Ibid.*

34. En fait, il est aussi possible de dire que ce rapport ambigu avec l'État mettait en évidence ce que Diane Nelson considère comme le caractère double de ce dernier : « One is not enough because the state is both : legitimate and criminal, corrupt, murderous ; rational and irrational, magical. It is for the people, our representative, and against the people, constantly assessing the risk of our rebellion, always at the ready to repress. It is a regulator, creating and maintaining standards by normalizing, and a freak show, functioning precisely through its abnormality, its awesomeness, its massive differentiation from the everyday ». (Diane Nelson, *Reckoning the Ends of War in Guatemala*, Durham/London, Duke University Press, 2009, p. 234).

35. Voir Diane Nelson, *op. cit.*
36. Frederic Jameson, *El posmodernismo o la lógica cultural del capitalismo avanzado*, Barcelona, Paidós, 1991.
37. David Graeber *Direct Action. An Ethnography*, Oakland/Edinburgh, AK Press, 2009.
38. Slavoj Žižek, *The Parallax View*, Cambridge/Londres, The MIT Press, 2009, p. 117.
39. Voir Slavoj Žižek *The Sublime Object of Ideology*, London, Verso.
40. David Harvey, *ibid.*, p. 73.
41. Voir William Roseberry, « Understanding Capitalism – Historically, Structurally, Spatially » dans *Locating Capitalism in Time and Space: Global Restructurings, Politics, and Identity*, Stanford, Stanford University Press, 2002. Voir aussi David Harvey, *Rebel Cities. From the Right to the City to the Urban Revolution*, London/New York, Verso, 2012.

RÉSUMÉS

L'engagement politique des jeunes a connu une sorte de réactivation au cours des dernières années au Mexique. Ainsi, les mouvements politiques et les organisations où les jeunes jouent un rôle important foisonnent, et ce, dans un contexte de détérioration des conditions de vie pour la plupart des habitants de ce pays. La région mexicaine de Puebla, située au centre du pays, ne fait pas exception à cette situation, et des collectifs de jeunes politisés y prolifèrent. Différentes approches théoriques ont été récemment développées pour comprendre ce renouveau de l'action politique au Mexique et un peu partout en Amérique latine. Dans cet article, je discute des avantages et des limites de deux de ces approches par rapport à l'étude de l'engagement politique des jeunes à Puebla. Il s'agit du modèle théorique de l'interpellation plébéienne et de l'approche de la citoyenneté développée par l'anthropologue Sian Lazar.

The political engagement of young people has experimented a sort of revival in recent years in Mexico. Thus, political movements and organizations where young people play an important role proliferate in a context in which living conditions are rather difficult for most people in this country. The Mexican region of Puebla, located in the center of the country, is no exception to this, and groups of young activists emerge constantly. Different theoretical approaches have recently been developed to understand this revival of political action in Mexico and throughout Latin America. In this article, I discuss the advantages and limitations of these two approaches with respect to the study of political engagement of young people in Puebla. This is the theoretical model of the “plebeian interpellation” and the approach of citizenship developed by anthropologist Sian Lazar.

La participación política de los jóvenes ha experimentado una especie de reactivación en los últimos años en México. Así, los movimientos y organizaciones políticas donde los jóvenes juegan un papel importante proliferan, y ello en un contexto de deterioro constante de las condiciones de vida para la mayoría de la gente de ese país. La región mexicana de Puebla, ubicada en el centro del mismo, no es una excepción en este sentido, y diferentes grupos de jóvenes politizados emergen. Diversos enfoques teóricos se han desarrollado recientemente para entender este renacimiento de la acción política en México y en toda América Latina. En este artículo se discute las ventajas y las limitaciones de dos de estos enfoques con respecto al estudio de la participación

política de los jóvenes en Puebla. Se trata del modelo teórico de la interpelación plebeya y del enfoque de la ciudadanía desarrollada por la antropóloga Sian Lazar.

INDEX

Palabras claves : compromiso político, juventud, interpelación plebeya, ciudadanía, México

Mots-clés : engagement politique, jeunes, interpellation plébéienne, citoyenneté, Mexique

Keywords : political engagement, youth, plebeian interpellation, citizenship, Mexico

AUTEUR

EDUARDO GONZÁLEZ CASTILLO

Eduardo González Castillo est chercheur postdoctoral à la Chaire de recherche du Canada sur l'évaluation des actions publiques à l'égard des jeunes et des populations vulnérables (CRÉVAJ).

Docteur en anthropologie (Université Laval 2009), il est l'auteur de plusieurs articles scientifiques ainsi que de l'ouvrage *Le militantisme culturel dans le Mexique contemporain* (Presses de l'Université Laval 2012). gonzalez.castillo@enap.ca / edugoca@hotmail.com